



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

assainissement

Question écrite n° 42618

Texte de la question

Mme Marie-Jo Zimmermann attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le cas d'un syndicat intercommunal d'assainissement qui regroupe une dizaine de communes. Si au bout de plusieurs années ce syndicat n'a réalisé l'assainissement que dans deux communes, elle lui demande s'il est habilité à percevoir une taxe ou une redevance d'assainissement sur les habitants de l'ensemble des communes ou s'il ne peut percevoir cette taxe ou cette redevance que sur les communes bénéficiant du service de l'assainissement collectif.

Texte de la réponse

La redevance d'assainissement prélevée par le service public d'assainissement collectif - en application de l'article R. 2224-19 du code général des collectivités territoriales - est une redevance pour service rendu. Elle n'est exigible qu'auprès des habitants bénéficiant effectivement de ce service. Ainsi, si les habitations ne sont pas raccordées ou raccordables en raison de l'absence de réseau d'assainissement collectif, il est impossible d'assujettir les habitants à la redevance d'assainissement collectif. Le syndicat intercommunal ne peut donc percevoir la redevance d'assainissement collectif qu'auprès des habitants des communes bénéficiant effectivement du service de l'assainissement collectif et non sur l'ensemble des communes qui relève de sa compétence.

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Jo Zimmermann](#)

Circonscription : Moselle (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 42618

Rubrique : Eau

Ministère interrogé : Écologie, énergie, développement durable et aménagement du territoire

Ministère attributaire : Écologie, énergie, développement durable et mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 février 2009, page 1690

Réponse publiée le : 16 mars 2010, page 2972